



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE MAYOTTE**

**Recueil**  
**des Actes Administratifs**  
**de la Préfecture de Mayotte (RAA)**

**Édition SPECIALE N° 52**

**Mois de : DECEMBRE 2014**

**DATE DE PARUTION : 31 DECEMBRE 2014**

**IMPORTANT**

**Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée**

Conception & Diffusion : Bureau de la Coordination Interministérielle ([raa@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:raa@mayotte.pref.gouv.fr))

DIRECTION DES ENTREPRISES DE LA CONCURRENCE DE LA CONSOMMATION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI		
ARRETE N° 2014 - 18305 portant attribution au Conseil Général de Mayotte au titre de la deuxième répartition de la contribution 2014 au développement de l'apprentissage	29-12-2014	1
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES		
ARRETE N° 2014 - 18304 portant attribution à la commune de Dzaoudzi-Labattoir de la dotation spéciale de construction et d'équipement des établissements scolaires de Mayotte – année 2014	29-12-2014	1
ARRETE N° 2014-18398 portant création de la Communauté de Communes de Petite -Terre	30-12-2014	2
SGAR		
ARRETE N° 2014- 18417 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de Mayotte pour le mois de janvier 2015	31-12-2014	1



## PREFET DE MAYOTTE

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE MAYOTTE

Direction des Entreprises, de la  
Concurrence, de la Consommation, du  
Travail et de l'emploi

ARRETE N° 2014-18305

**Portant attribution au Conseil Général de Mayotte  
au titre de la deuxième répartition de la contribution 2014  
au développement de l'apprentissage.**

### LE PREFET DE MAYOTTE CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée, relative à Mayotte ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outremer ;

Vu la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outremer ;

VU la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu la loi 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 99-1021 du 1<sup>er</sup> décembre 1999 relatif à la délégation des pouvoirs propre au représentant du gouvernement à Mayotte ;

VU le décret du 30 juillet 2014 portant nomination du préfet de Mayotte, M. MORSY (Seymour) ;

VU l'arrêté du 10 septembre 2014 portant première répartition entre les régions, la collectivité territoriale de Corse et le conseil général de Mayotte, des ressources collectées en 2014 au titre de la contribution au développement de l'apprentissage ;

VU l'arrêté du 8 novembre 2014 portant deuxième répartition entre les régions, la collectivité territoriale de Corse et le conseil général de Mayotte, des ressources collectées en 2014 au titre de la contribution au développement de l'apprentissage ;

VU le code du travail de Mayotte et notamment son article L .111-1 ;

Sur proposition du Secrétaire Général :

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 :**

Il est attribué au Conseil Général de Mayotte une dotation de 39 290 € (trente-neuf mille deux cent quatre-vingt-dix euros), au titre de la deuxième répartition de la contribution 2014 au développement de l'apprentissage ;

### **ARTICLE 2 :**

Le Directeur Régional des Finances Publiques de Mayotte, le Secrétaire Général et la Directrice des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation , du Travail et de l'Emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 29 décembre 2014

Le Préfet de Mayotte  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général

### **COPIES**

RAA  
CAB  
SG  
DRFIP  
DIECCTE

  
**Bruno ANDRE**



Service: Préfecture de Mayotte

Comptable assignataire : DRFIP de Mayotte

## ORDRE DE PAIEMENT

**ATTENTION :** La validité de cet ordre de paiement est limitée. En cas de retard apporté à son encaissement par le créancier, ce dernier court le risque de se voir opposer la prescription à l'expiration du délai de déchéance prévu par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968

Ministère(ou compte spécial)		Ministère du Travail	
Ordonnateur			
Gestion			

NOM ET ADRESSE DU CREANCIER	SOMME NETTE revenant au créancier	Références du mandatement - Objet de la dépense - Pièces justificatives				Somme mandatée	Retenues et oppositions Montant (en monnaie locale)		
		Année d'origine	Date d'émission	N° de bordereau	N° mandat N° de l'ordre de paiement			Imputation	
Conseil Général de Mayotte	39 290,00 €	2014	29/12/2014		2	465	1200000	39 290,00 €	
Attribution au Conseil Général de Mayotte d'une dotation de 39 290 € au titre de la deuxième répartition de la contribution 2014 au développement de l'apprentissage.									
Arrêté ministériel du 8 novembre 2014									

Timbre "Vu bon à Payer"	Pour acquit de la somme de	Arrête le présent ordre de paiement à la somme de : trente neuf mille deux cent quatre-vingt-dix euros	L'ordonnateur,  Le Préfet de Mayotte  Pour le Préfet de Mayotte : Le Secrétaire général

Code des retenues	Montant (en monnaie locale)
Total des retenues et oppositions Net à payer (en monnaie locale)	

Bruno ANDRE

**PREFET DE MAYOTTE**

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES

**Arrêté n°2014 – 18304**

**Portant attribution à la commune de Dzaoudzi-Labattoir de la dotation spéciale de construction et d'équipement des établissements scolaires de Mayotte – année 2014**

**LE PREFET DE MAYOTTE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1111-10 et L2564-27 ;  
VU la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;  
VU la loi n°2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;  
VU la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, notamment son article 136 ;  
VU le décret du 16 mai 2014 portant nomination du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte, Monsieur Bruno ANDRE ;  
VU le décret n°2014-616 du 12 juin 2014 relatif aux modalités de versement de la dotation spéciale de construction et d'équipement des établissements scolaires à Mayotte ;  
VU le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur Seymour MORSY, Préfet de Mayotte ;  
VU l'arrêté du 16 juin 2014 relatif aux pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention présentée au titre de la dotation spéciale de construction et d'équipement des établissements scolaires à Mayotte ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2014-10324 du 01 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bruno ANDRE, sous-préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;  
VU le budget opérationnel du ministère de l'Outre Mer: programme 123, action 02, article exécution 31 activité 012300000201 ;  
VU l'avis favorable rendu par la commission départementale de répartition de la dotation spéciale de construction et d'équipement des établissements scolaires en date du 17 novembre 2014 ;  
SUR proposition du sous-préfet, secrétaire général ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>:** Il est attribué à la commune de Dzaoudzi un crédit de **1 871 078,66 euros** au titre de la Dotation Spéciale de Construction et d'Équipement des Établissements Scolaires (DSCEES) se répartissant de la manière suivante :

COLLECTIVITE	PROJETS	TYPE	NOMBRE DE CLASSE	MONTANT ATTRIBUE
DZAOUZI	École élémentaire Labattoir 3 Badamiers – Construction de 18 salles de classe (2ème phase)	Élémentaire	8	1 671 078,66
	École élémentaire Labattoir 3 Badamiers – Création de 2 réfectoires , d'un local technique et de sanitaires en dur (2ème phase)			200 000,00
TOTAL			8	1 871 078,66

**Article 2 :** La collectivité doit informer le préfet du commencement d'exécution de l'opération.

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle elle a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le préfet constate la caducité de sa décision d'attribution de la subvention et demande son reversement.

**Article 3 :** Lorsque le bénéficiaire de la subvention n'a pas déclaré l'achèvement de l'opération dans un délai de quatre ans à compter de la date de déclaration du début d'exécution, celle-ci est considérée comme terminée. Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne peut intervenir après expiration de ce délai.

**Article 4 :** Une avance représentant 20% du montant prévisionnel de la subvention peut être versée au vu du document informant le préfet du commencement d'exécution de l'opération.

Des acomptes, n'excédant pas au total 80% du montant prévisionnel de la subvention, peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des pièces justificatives des paiements effectués par les collectivités dûment visées par le trésorier municipal.

Le solde de la subvention est versé après transmission des pièces justificatives des paiements effectués par la collectivité dûment visées par le trésorier municipal.

Ces pièces justificatives doivent être accompagnées d'un certificat signé par le maire ou toute personne morale de droit public exerçant la compétence relative à la construction et à la rénovation des établissements scolaires attestant de l'achèvement de l'opération ainsi que la conformité de ses caractéristiques au présent arrêté attributif et mentionnant le coût final de l'opération ainsi que ses modalités définitives de financement.

**Article 5 :** Si le coût final de l'opération est inférieur à la subvention attribuée, le reliquat pourra être affecté à la réalisation des travaux dans d'autres écoles de la commune , après présentation du projet par la commune, de l'avis de la commission départementale et de l'accord du préfet.

**Article 6 :** Cette somme sera imputée sur le programme de l'Etat n°123 dont les références sont les suivantes :

UO :	PREF 976
DOMAINE FONCTIONNEL :	123-02-02
CENTRE FINANCIER :	0123-D976-D976
CENTRE DE COUT :	PREFSGAR976
ACTIVITE :	012300000201

**Article 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de Mayotte dans les trois mois suivant sa publication ou sa notification. L'absence de réponse au terme du délai précité équivaut à un rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Mamoudzou, immeuble Haut du Jardin du Collège 97600 Mamoudzou dans un délai de trois mois à compter de sa publication (ou sa notification).

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception.

L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai du recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande ou du rejet implicite de la demande.

**Article 8 :** Le secrétaire général et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 29 DEC. 2014



Le Préfet,  
Par délégation,  
Le Sous-préfet,  
Secrétaire général,

Bruno ANDRE

Copie :  
commune de Dzaoudzi 1  
DRFIP 1  
vice rectorat 1  
SGAR 1  
DRCL 1  
RAA 1





## PREFET DE MAYOTTE

**SECRETARIAT GENERAL**  
Direction des relations avec les  
collectivités locales

### **Arrêté n° 2014 – 18398** **portant création de la Communauté de Communes de Petite-Terre**

**LE PREFET DE MAYOTTE**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5210-1-1 et L.5214-1;

**Vu** la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte;

**Vu** la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales et notamment ses articles 60, 61 et 84 ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

**Vu** le décret du 31 juillet 2014 portant nomination du préfet de Mayotte, M. MORSY (Seymour) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-16828 bis du 05 décembre 2014 fixant le périmètre de la communauté de communes de Petite-Terre ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de Dzaoudzi-Labattoir n°90/2014 du 06 décembre 2014 approuvant le périmètre de la communauté de communes de Petite-Terre ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de Dzaoudzi-Labattoir n°91/2014 du 24 décembre 2014 approuvant les statuts de la communauté de communes de Petite-Terre ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de Pamandzi n°74/CM/2014 du 24 décembre 2014 approuvant le périmètre et les statuts de la communauté de communes de Petite-Terre ;

**Considérant** que les communes de Dzaoudzi-Labattoir et Pamandzi n'appartiennent à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

**Sur proposition** du Sous-préfet, Secrétaire Général;

## **A R R E T E**

**Article 1er** : Il est créé un établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre entre les communes de Dzaoudzi-Labattoir et Pamandzi. L'établissement appartient à la catégorie des communautés de communes et prend la dénomination de « Communauté de communes de Petite-Terre ».

**Article 2**: La création de la communauté de communes de Petite-Terre prend effet à compter du 31 décembre 2014, pour une durée illimitée.

**Article 3 :** Le siège de la communauté de communes de Petite-Terre est fixé rue PPF à Pamandzi.

**Article 4 :** A compter du 31 décembre 2014, la communauté de communes de Petite-Terre est substituée de plein droit aux communes membres pour l'exercice des compétences qui lui ont été transférées :

#### 4-1 Compétences obligatoires :

##### 4-1-1 Aménagement de l'espace communautaire

- L'élaboration d'un schéma directeur, d'un schéma de secteur et (ou) d'une charte intercommunale de développement et d'aménagement ;
- L'élaboration d'un PLU intercommunal ;
- L'aménagement du quartier de La Vigie et des autres quartiers limitrophes entre les communes membres ;
- La création, l'aménagement et l'entretien des Zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire.

##### 4-1-2 Développement économique

###### Le développement touristique :

- L'accueil, l'information, la promotion, l'animation touristique et la commercialisation de prestations de services ou de produits touristiques ;
- L'élaboration d'un schéma communautaire des sentiers de randonnée ;
- La création et la gestion de sentiers de randonnées ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un schéma de signalétique touristique ;
- L'aménagement d'équipements touristiques publics structurants (kiosque, aire de pique-nique...) ;
- Le soutien aux activités et projets associatifs contribuant à l'animation et la promotion touristique du territoire communautaire ;
- La création et la gestion d'un office de tourisme intercommunal.

###### Le développement économique :

- Les études, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités industrielles, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires d'intérêt communautaire.

###### Les actions en faveur de l'emploi :

- L'accompagnement des demandeurs d'emploi.

#### 4-2 Compétences optionnelles :

##### 4-2-1 Création, aménagement et entretien des voiries

- Les études et la réalisation de voiries ;
- L'aménagement et l'entretien des trottoirs ;
- Le curage de caniveaux ;
- L'entretien et la réparation de la voirie ;
- La gestion des espaces verts associés à la voirie.

##### 4-2-2 Construction, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs

- La création, la gestion et la rénovation des équipements sportifs ;
- L'étude sur les besoins d'utilisation d'équipements sportifs.

##### 4-2-3 Politique du logement et cadre de vie

- L'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat intercommunal ;
- La mise en œuvre d'un Plan Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne ;
- La réalisation du schéma directeur des eaux pluviales ;
- L'aménagement et la gestion de parkings.

#### 4-2-4 Politique de la ville

- Élaboration et gestion des conventions de renouvellement urbain ;
- La mise en place et la gestion d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

#### 4-2-5 Protection et mise en valeur de l'environnement :

- Le soutien aux projets de valorisation de l'environnement, par l'appui au montage de dossiers et la recherche de financements ;

#### 4-2-6 Entretien de l'éclairage public

- L'entretien de l'ensemble des réseaux de l'éclairage public de l'espace communautaire
- Le réseau public de distribution d'électricité

#### 4-2-7 Entretien des écoles

- Entretien et réparations des équipements scolaires du premier degré.

### 4 -3 Compétences facultatives :

#### 4-3-1- Politique d'animation culturelle

- L'organisation de manifestations culturelles intercommunales ;
- La mise en place et promotion de la pratique de langues étrangères ;
- Le développement et soutien d'échanges culturels ;
- La création et/ou soutien d'école intercommunale des arts (musique, danse, peinture...).

#### 4-3-2 Mobilités et transport

- L'analyse des besoins en mobilité et en déplacement des habitants de la Petite-Terre.

#### 4-3-3 Equipements et services publics

- La création et la gestion de maisons de services publics.

#### 4-3-4 Énergies renouvelables

- La promotion et le soutien au développement des énergies renouvelables.

**Article 5 :** La communauté de communes de Petite-Terre est administrée par un conseil communautaire composé de 30 membres. Les conseillers communautaires sont élus par chaque conseil municipal parmi ses membres au scrutin de liste à un tour sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe et présente au moins deux noms de plus que le nombre de sièges à pourvoir. La répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Aucune commune ne pouvant détenir plus de la moitié des sièges, leur représentation au sein du conseil communautaire est fixée comme suit :

Dzaoudzi-Labattoir : 15 conseillers

Pamandzi : 15 conseillers

**Article 6 :** Le conseil communautaire élit parmi ses membres un bureau communautaire composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20%, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

**Article 7 :** Les modalités de fonctionnement de la communauté de communes sont fixées par les statuts annexés au présent arrêté et par le règlement intérieur qui devra être adopté par le conseil communautaire dans le respect des règlements en vigueur.

**Article 8 :** La communauté de communes de Petite-Terre est soumise au régime de la fiscalité additionnelle.

**Article 9 :** La communauté de communes pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences qui lui ont été transférées.

Les ressources de la communauté de communes sont constituées :

- des recettes fiscales prévues à l'article 1609 quinquies du Code Général des Impôts, c'est-à-dire des produits de la taxe d'habitation, des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties dans le cadre d'une fiscalité additionnelle ;
- des recettes fiscales de la contribution économique territoriale (CET)
- du revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté de communes ;
- les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- des subventions de L'union européenne de l'Etat, de la région, du département et des communes ;
- du produit des dons et legs ;
- du produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- du produit des emprunts ;
- des dotations de l'Etat ;
- du FCTVA

**Article 10 :** Le comptable public de la communauté de communes de Petite-Terre sera nommé, sur proposition de M. le Directeur régional des finances publiques et précisé dans un arrêté préfectoral complémentaire au présent.

**Article 11 :** Le transfert de compétences à la communauté de communes de Petite-Terre s'accompagne d'un transfert de personnel depuis les communes membres de l'intercommunalité vers la communauté de communes.

**Article 12 :** Le transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition auprès de la communauté de communes de Petite-Terre des biens meubles et immeubles utilisés par les communes à la date du transfert pour l'exercice de la compétence.

**Article 13 :** Les contrats passés par les communes continuent d'être exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance. La substitution de la personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou indemnisation. La commune informe le co-contractant de cette substitution.

**Article 14 :** Un recours peut être formé contre cet arrêté auprès du Tribunal Administratif de Mayotte dans un délai de trois mois à compter de sa publication.

**Article 15 :** Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Mayotte, Monsieur le Directeur régional des finances publiques, Messieurs les Maires de Dzaoudzi-Labattoir et Pamandzi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Mamoudzou, le 30 DEC. 2014

LE PREFET

Seymour MORSY



# **STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE PETITE TERRE**

## **Article 1er. – Le périmètre et dénomination**

En application des articles L5214-1 à L.521429 et suivants du CGCT, il est créé une communauté de communes entre les communes suivantes

- DZAOUDZI-LABATTOIR
- PAMANDZI

dont la dénomination est : « COMMUNAUTE DE COMMUNES DE PETITE-TERRE »

## **Article 2. – La durée**

La durée de la communauté de commune est illimitée.

## **Article 3. – Les compétences**

La communauté de communes a pour objet d'associer les deux communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

**Elle exercera de plein droit pour le compte des communes membres, et pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :**

### **3-1 Au titre des compétences obligatoires**

#### **3-1-1 En matière d'aménagement de l'espace communautaire**

- L'élaboration d'un schéma directeur, d'un schéma de secteur et (ou) d'une charte intercommunale de développement et d'aménagement ;
- L'élaboration d'un PLU intercommunal ;
- L'aménagement du quartier de La Vigie et des autres quartiers limitrophes entre les communes membres.
- La création, l'aménagement et l'entretien des Zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire.

#### **3-1-2 En matière de développement économique**

##### ***Le développement touristique :***

- L'accueil, l'information, la promotion, l'animation touristique et la commercialisation de prestations de services ou de produits touristiques ;

- L'élaboration d'un schéma communautaire des sentiers de randonnée ;
- La création et la gestion de sentiers de randonnées ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un schéma de signalétique touristique ;
- L'aménagement et la gestion d'équipements touristiques publics structurants (kiosque, aire de pique-nique...) ;
- Le soutien aux activités et projets associatifs contribuant à l'animation et la promotion touristique du territoire communautaire.
- La création et la gestion d'office de tourisme intercommunal.

#### ***Le développement économique :***

- Les études, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités industrielles, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaire d'intérêt communautaire.

#### ***Les actions en faveur de l'emploi***

- L'accompagnement des demandeurs d'emploi.

### **3-2 Au titre des compétences optionnelles**

#### **3-2- 1 Création, aménagement et entretien des voiries**

- Les études et la réalisation de voiries ;
- L'aménagement et l'entretien des trottoirs ;
- Le curage de caniveaux ;
- L'entretien et la réparation de la voirie (rebouchage des nids de poule) ;
- La gestion des espaces verts associés à la voirie ;

#### **3-2-2 Construction, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs**

- La création, la gestion, rénovation des équipements sportifs ;
- L'étude sur les besoins d'utilisation d'équipements sportifs ;

#### **3-2-3 Politique du logement et cadre de vie**

- L'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat intercommunal ;
- La mise en œuvre d'un Plan Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne ;
- La réalisation du schéma directeur des eaux pluviales ;
- L'aménagement et gestion de parking.

#### **3-2-4 Politique de la ville**

- Elaboration et gestion des conventions de renouvellement urbain ;
- La mise en place et la gestion d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

### **3-2-5 Protection et mise en valeur de l'environnement**

- Le soutien aux projets de valorisation de l'environnement, par l'appui au montage de dossiers et la recherche de financements ;

### **3-2-6 Entretien et gestion de l'éclairage public**

- L'entretien de l'ensemble des réseaux de l'éclairage public de l'espace communautaire ;
- Le réseau et distribution public d'électricité (article 2224-31 du CGCT).

### **3-2-7 Entretien des écoles**

- Entretiens et réparations des équipements scolaires du premier degré.

## **3-3 au titre des compétences facultatives**

### **3-3-1 Politique d'animation culturelle**

- L'organisation de manifestations culturelles intercommunales ;
- La mise en place et la promotion de la pratique de langues étrangères ;
- Le développement et le soutien d'échanges culturels ;
- La création et/ou soutien d'école intercommunale des arts (musique, danse, peinture...)

### **3-3-2 Mobilités et transport**

- Analyse des besoins en mobilité et en déplacement des habitants de la Petite-Terre.

### **3-3-3 Equipements et services publics**

- Création et gestion de maisons de services publics.

### **3-3-4 Énergies renouvelables**

- La promotion et le soutien au développement des énergies renouvelables.

## **Article 4. Les maîtrises d'ouvrage déléguées**

A la demande des communes membres, la communauté de communes pourra sous certaines conditions établies par le Conseil Communautaire et dans le respect de la réglementation applicable, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux propres à

ces communes. Une convention de délégation fixera les conditions techniques et financières de cette prestation.

La communauté de communes pourra fournir des prestations de service pour le compte des communes membres sous forme de conventions de service.

### **Article 5. – Le siège**

Le siège de la communauté de communes est fixé à Pamandzi, rue PPF.

Toute modification concernant le siège fera l'objet d'une délibération du conseil communautaire.

### **Article 6. - Le conseil communautaire**

La communauté de communes est administrée par un organe délibérant composé de délégués des communes élus par le conseil municipal parmi ses membres au scrutin de liste à un tour sans adjonction ni suppression noms et sans modification de l'ordre de présentation.

#### **Composition**

Le Conseil communautaire est composé de trente conseillers communautaires élus à la représentation proportionnelle à plus forte moyenne, aucune commune ne pouvant détenir à elle seule plus de moitié des sièges de l'organe délibérant.

#### **Fonctionnement**

Le Conseil Communautaire se réunit au moins une fois par trimestre en session ordinaire. Il peut se réunir en sessions extraordinaires, soit à la demande du Président, soit à la demande de la majorité de ses membres.

Les réunions du Conseil Communautaire ont lieu sur convocation du Président au moins cinq jours francs avant la date prévue. L'ordre du jour est fixé et transmis avec la convocation.

### **Article 7. - Le Bureau Communautaire**

Le Conseil Communautaire élit parmi ses membres un Bureau communautaire composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

Le Bureau se réunit à l'initiative du Président au moins une fois par trimestre.



Les réunions de Bureau font l'objet d'un compte rendu succinct. Le bureau est habilité à prendre au nom du Conseil Communautaire toutes les décisions ayant trait au fonctionnement administratif de la Communauté et à toutes les délégations que le Conseil Communautaire lui attribuera.

Le bureau dans son ensemble peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Le Président peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions aux vice-Présidents en application de l'article L 5214-11.

Les réunions du Bureau Communautaire ont lieu sur convocation du Président au moins cinq jours francs avant la date prévue. L'ordre du jour est fixé et transmis à cette occasion.

#### **Article 8. - Les ressources de la Communauté sont constituées :**

- des recettes fiscales prévues à l'article 1609 quinquies du Code Général des Impôts, c'est à dire des produits de la taxe d'habitation, des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties dans le cadre d'une fiscalité additionnelle ;
- des recettes fiscales de la contribution économique territoriale (CET)
- du revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté de communes ;
- les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- des subventions de L'union européenne de l'Etat, de la région, du département et des communes ;
- du produit des dons et legs ;
- du produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- du produit des emprunts ;
- des dotations de l'Etat ;
- du FCTVA

## **Article 9. – Les modifications statutaires :**

- **Modification des compétences**

Les modifications relatives aux compétences de la communauté de communes sont fixées par les articles L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces modifications nécessitent l'accord du conseil de la communauté et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté de communes.

La délibération du conseil de communauté est notifiée au maire de chacune des communes membres qui dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur les modifications envisagées. A défaut, sa décision est réputée favorable. Les modifications de compétences sont prononcées par arrêté du représentant de l'État dans le département.

- **Modification du périmètre par adhésion d'une nouvelle commune**

L'admission de nouvelles communes au sein de la communauté de communes est fixée par l'article L 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle résulte :

- d'une demande présentée par la ou les communes qui désirent faire partie du groupement. La demande est subordonnée à l'accord de l'organe délibérant du groupement ;
- d'une proposition formulée par le conseil communautaire. L'admission de la ou des communes pressenties est subordonnée à leur accord ;
- d'une proposition du représentant de l'État dans le département.

L'admission est subordonnée à l'accord du conseil de la communauté.

Dans les trois cas, l'acceptation de nouvelles communes au sein de la communauté de communes suppose qu'il n'y ait pas opposition de plus du tiers des conseils municipaux des communes adhérentes.

- **Modification du périmètre par retrait d'une commune membre**

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut se retirer de la communauté de communes avec le consentement du conseil communautaire.

Le retrait ne peut intervenir si plus du tiers des conseils municipaux des communes membres s'y oppose. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un

délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du conseil communautaire au maire de la commune pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.

Conformément aux dispositions de l'article L.5214-26 du Code Général des Collectivités Territoriales et par dérogation à l'article L.5211-198 susvisé, une commune peut être autorisée par le représentant de l'État dans le département, après avis de la commission départementale de coopération intercommunale, à se retirer d'une communauté de communes pour adhérer à un autre établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le conseil communautaire a accepté la demande d'adhésion.

### **Article 10. – La dissolution**

La communauté de communes est dissoute, conformément aux dispositions de l'article L.5214-28 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Soit de plein droit à l'expiration de la durée fixée par la décision institutive ;
- Soit par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés.

Elle peut être dissoute :

- Soit sur la demande motivée de la majorité des conseils municipaux par arrêté du représentant de l'État dans le département concerné ;
- 
- Soit lorsque la communauté de communes a opté pour le régime fiscal défini à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, sur la demande des conseils municipaux dans les conditions de majorité requises pour la création par arrêté du représentant de l'État dans le département ;
- Soit d'office par décret rendu sur l'avis conforme du Conseil d'État.

L'arrêté ou le décret de dissolution détermine les conditions dans lesquelles la communauté de communes est liquidée.

### **Article 11. – La comptabilité**

Les fonctions de receveur de la communauté de communes sont assurées par le comptable public désigné par l'arrêté préfectoral autorisant la création de la communauté de communes.



## PREFET DE MAYOTTE

Le Préfet

**ARRETE N° 2014 – 18417**  
réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole  
liquéfié dans le département de Mayotte pour le mois de janvier 2015

LE PREFET DE MAYOTTE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU La loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
- VU La loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU Le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU Le décret du 31 juillet 2014 portant nomination du préfet de Mayotte, M. MORSY (Seymour) ;
- VU L'article L 410-2 du livre IV du Code de Commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;
- VU Le décret 2007-662 du 2 mai 2007 modifié par le décret n° 2010-763 du 6 juillet 2010 relatif à la création d'un observatoire des prix et des revenus en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- VU Le décret n° 2013-1316 du 27 décembre 2013 réglementant le prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans le département de Mayotte ;
- VU L'arrêté inter-ministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre du décret n° 2013-1316 du 27 décembre 2013 ;
- VU L'arrêté préfectoral n°2014- 9081 relatif à la mise en œuvre du décret n° 2013-1316 du 27 décembre 2013 ;
- VU L'arrêté préfectoral n°2014 – 16382 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz liquéfié dans le département de Mayotte pour le mois de décembre 2014 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,



## ARRETE

### **Article 1**

Dans le département de Mayotte, le prix de vente maximal de certains hydrocarbures liquides et du gaz domestique est le suivant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 à 0H :

Supercarburants sans plomb	1,37 €/litre
Gazole	1,15 €/litre
Pétrole lampant	0,81 €/litre
Gaz de pétrole liquéfié	25,50 €/ bouteille de 12kg

### **Article 2**

Le prix de vente maximal du supercarburant et du gazole détaxé, destinés aux professionnels de la mer, est le suivant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 à 0H :

Mélange détaxé	0,88 €/litre
GO marine	0,80 €/litre

### **Article 3**

L'arrêté préfectoral n°2014 – 16382 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz liquéfié dans le département de Mayotte pour le mois de décembre 2014 est abrogé

### **Article 4**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Préfecture de Mayotte, la Directrice de la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi sont chargés de l'application du présent arrêté.

A Mamoudzou, le 31 décembre 2014

Le Préfet

  
Seymour MORSY